

Droit public et administratif

Urbanisme

- L'incidence de l'omission de l'avertissement préalable à adresser au suspect en application de l'article D.VII.4 du CoDT, Cass. 20 avril 2022, [P.21.1022.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220420.2F.3](#) ;
- Un règlement d'urbanisme dans un plan d'exécution spatiale gelant pour une durée indéterminée le développement de l'habitat correspond-il encore à l'affectation de zone « habitat » ?, Cass. 16 juin 2022, [C.21.0319.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220616.1N.8](#) ;
- Lorsque l'action publique au sens strict relative à une infraction au CoBAT est déclarée irrecevable, le fonctionnaire délégué a-t-il qualité pour se pourvoir en cassation contre la décision rendue sur la demande de mesure de réparation ?, Cass. 14 septembre 2022, [P.22.0398.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220914.2F.2](#) ;
- La question de savoir qui peut être considéré comme une personne lésée au sens de l'article 2262bis, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ancien Code civil dans le cadre d'une action en réparation publique, Cass. 9 décembre 2022, [C.20.0165.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221209.1N.5](#).

Étrangers

- L'appréciation d'un pourvoi en cassation formé par un étranger après sa mise en liberté par le Secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, Cass. 27 septembre 2022, [P.22.1122.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20220927.2N.21](#) ;
- L'exigence d'un consentement écrit et préalable de la personne qui a la jouissance des lieux pour pénétrer dans un domicile en vue de priver de liberté un étranger se trouvant en séjour illégal, Cass. 5 octobre 2022, [P.22.1200.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221005.2F.11](#) ;
- L'incidence de la remise en liberté de l'étranger, demandeur en cassation, sur l'objet de son pourvoi dirigé contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation qui a maintenu la mesure de rétention, Cass. 9 novembre 2022, RG [P.22.1208.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221109.2F.9](#) ;
- L'incidence de l'arrêt *Saqawat c. Belgique* de la Cour européenne des droits de l'homme sur la jurisprudence dite « sans objet » de la Cour, Cass. 15 décembre 2022, [P.22.1327.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221215.2F.1](#).

Autres conclusions en matière de droit public et administratif

- L'exproprié ne peut acquiescer à la décision du juge de paix quant à la régularité de l'expropriation car cette décision n'est susceptible d'aucun recours, Cass. 9 juin 2022, [C.21.0142.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:ARR.20220609.1N.1](#) ;

- La conséquence de l'utilisation illicite de la dénomination « hôtel » en tant que telle, sans mention d'un quelconque classement dans une catégorie de confort, Cass. 14 octobre 2022, [C.18.0548.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221014.1N.1](#) ;
- Les conséquences de la décision d'une commune d'octroyer un avantage social au bénéfice des élèves fréquentant une école qu'elle organise, Cass. 14 novembre 2022, [C.21.0549.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221114.3F.4](#) ;
- L'immunité parlementaire ne couvre pas les discours et propos prononcés en dehors de l'exercice des fonctions, Cass. 24 novembre 2022, [C.21.0447.F](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221124.1F.9](#) ;
- L'immunité parlementaire ne couvre pas les discours et propos prononcés en dehors de l'exercice des fonctions, Cass. 16 décembre 2022, [C.21.0448.N](#), [ECLI:BE:CASS:2022:CONC.20221216.1N.11](#).